



Fédération S.E.P.A.N.S.O. LANDES

Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (Landes)
1581 route de Cazordite, 40300 CAGNOTTE

De la Nature et des Hommes

www.sepanso40.fr



Communiqué de presse

Vendredi 28 décembre 2018

Dragage du lac d'Hossegor : Un plan B, pluriannuel et respectueux de l'environnement, un enjeu majeur pour 2019 ?

Une semaine après l'ordonnance de référé qui suspend les travaux, le président de MACS, Monsieur Froustey, manifeste le souhait d'une proche rencontre avec les associations qui sont partie prenante de ce dossier. La SEPANSO est ouverte à cette démarche : ce projet a cruellement manqué d'une concertation, qui pourtant était prévue dans les textes et indispensable à la bonne marche du chantier. Le dragage du lac d'Hossegor peut aujourd'hui être remis à plat, repartir à zéro et s'envisager sous une dynamique plus respectueuse de l'environnement.

C'est donc une initiative de bon sens de réunir le front associatif, incluant la SEPANSO, les Amis de la Terre, la SPSH, NouTous et les Amis du Lac. **Il est temps que l'obstination et le passage en force laissent place à une vraie concertation, à la transparence et au dialogue, en incluant plus largement les citoyens.**

La SEPANSO attend une concertation globale et non pas un bricolage juridique sur le moyen le plus astucieux de minimiser l'ordonnance de référé ou de contourner la problématique sanitaire. Il faut bien comprendre que si le juge des référés n'a utilisé que l'un des moyens pour ordonner le sursis à exécution, les autres moyens ne sont pour autant pas dépourvus de pertinence. Un projet pluriannuel, respectueux de l'environnement, tenant compte de la contamination du lac, et prévoyant des sites protégés de récupération des sédiments constitue une vraie solution. Ce chantier de dragage doit revenir dans les normes, comme l'ensemble des chantiers actifs en France, en respectant à la lettre une législation qui protège notre environnement et notre avenir. **Les citoyens attendent des décisions et des projets qui respectent la santé publique et la loi.** Le lac d'Hossegor est un bien public qui appartient à tous les français sans distinction, et les déchirements et invectives observés depuis l'ordonnance de référé sont un très mauvais coup porté à l'image d'Hossegor et des Landes.

Cette rencontre suppose un préalable non négociable : **MACS doit se désolidariser instamment, officiellement et clairement des propos inacceptables du maire de Soorts Hossegor** : en s'appuyant sur la forte déception de ses soutiens, il a désigné sur Facebook la maison et l'adresse de l'une de ses administrées, porte-parole de la SEPANSO par un terme dénigrant et humiliant : la photo montre une maison en travaux, dont il vient lui-même de signer le permis de construire et la déclaration préalable de travaux. **Cette allégation diffamatoire et malhonnête sur Facebook, indigne d'un élu de la République, a incité à de multiples propos haineux et menaçants contre la SEPANSO et ses militants, propos qui n'ont été ni modérés ni supprimés.** De telles menaces directes et répétées ne sont pas à prendre à la légère (des actes similaires ont malheureusement été perpétrés à l'encontre de militants dans d'autres régions). Nul ne comprendrait que l'association se prête à une réunion dans un contexte délétère, créé par un élu et qui laisse proliférer la haine sans aucune retenue ni démenti officiel des porteurs du chantier initial. Cette négociation ne peut réunir que des acteurs respectueux des autres. **Pour cette raison, la SEPANSO ne pourrait s'asseoir à une table de négociation ou siégerait le maire de Soorts Hossegor, lequel a déclaré publiquement ne pas regretter ses propos.**

Pour Georges CINGAL, Président de la Fédération SEPANSO Landes,

« La SEPANSO apprécie que les porteurs du projet réouvrent la porte longtemps fermée de la concertation. Pour autant, la SEPANSO souhaite que l'on tourne définitivement la page du chantier éclair et de son bricolage juridique pour ouvrir un nouveau chapitre du lac d'Hossegor qui rassemble la population. Il n'y a pas d'un côté des ayatollahs désignés de l'écologie et de l'autre des porteurs d'un projet incontestable : la loi s'impose à tous, il convient de la mettre en musique dans un projet acceptable et respectueux. Il y a la place pour un plan B, pour lequel nous militons depuis le début, et qui doit s'étaler sur plusieurs années pour respecter ce joyau naturel et bien gérer les questions de contamination que l'IFREMER souligne depuis une décennie. »

Contact presse :
José Manarillo
Fédération SEPANSO Landes